

Projet : L'éco-féminisme à l'épreuve du capitalisme

Etude de cas des femmes transformatrices de produits agroalimentaire dans les zones de JOAL, BARGNY, BANGO et Sicap liberté

Contexte et justification

Depuis des décennies, le monde est à la recherche de modèles adéquats pour satisfaire de manière durable les besoins de l'humanité en biens et services. Dans les pays développés tout comme dans les pays en développement, il est devenu essentiel d'intégrer les enjeux environnementaux dans les processus de développement économique et social. Pourtant, les activités humaines continuent d'entraîner inéluctablement la consommation accrue de ressources naturelles, la pollution, la destruction des milieux naturels et des espèces qui les composent, etc. Si tous les voyants sont au rouge en ce début de 21ème siècle, les conséquences ne sont pas seulement environnementales ; elles mettent également à mal le développement économique et social souhaité. Une mauvaise gestion de l'environnement peut ainsi anéantir les efforts de développement.

« C'est une urgence que de souligner la condamnation à mort (...) de toute la planète et de son espèce humaine, si le féminisme, en libérant la femme, ne libère pas l'humanité tout entière, à savoir n'arrache le monde à l'homme d'aujourd'hui pour le transmettre à l'humanité de demain », écrit Françoise d'Eaubonne en 1974 dans « Le féminisme ou la mort ». Selon elle, « le drame écologique découle directement de l'origine du système patriarcal », notamment de l'appropriation du corps des femmes par les hommes. Elle crée le groupe Écologie et féminisme au sein du Mouvement de libération des femmes (MLF) et est à l'origine du terme « éco-féminisme ».

En effet, il est vital d'intégrer les considérations environnementales au sens large dans les politiques macroéconomiques et commerciales de même que dans les plans et programmes de développement. Cette exigence se justifie également par l'engagement accru des populations envers le développement durable. La société civile perçoit nettement la gravité des enjeux tant

sur le plan environnemental que sanitaire, sécuritaire, économique et social, etc. Dès lors, il est impératif d'agir pour réduire considérablement ces nuisances sur notre milieu de vie.

L'éco-féminisme est un néologisme forgé en 1974 par la féministe Françoise d'Eaubonne, qui met en relation trois types de domination : sur les femmes, sur la nature et sur le Sud. Ce courant est un mouvement d'actions avant d'être un mouvement de pensée. Il se déploie sous de multiples formes selon les pays et pose problème quant à sa définition exacte. Mais ce qui est souvent revendiqué chez les éco féministes est que leur lutte écologique est menée au nom de valeurs féminines. Pour comprendre cela, il convient de se référer au concept en anglais du « care » qui renvoie à une vision holistique du fait de « prendre soin, soigner, se soucier de ». Alors les femmes sont considérées avoir une sensibilité particulière envers le bien-être de l'autre et dans ce contexte, envers le bien-être de la nature. Toutefois, cette définition essentialiste de la femme écologiste convient bien aux féministes traditionnelles mais est très discutée par les féministes de quatrième génération qui revendiquent plutôt la sortie des femmes du monde marchand pour avoir plus de temps libre au profit d'un mode de vie écologique. Quant à sa vision des enjeux actuels qui conjuguent femme et écologie, l'écoféminisme fait un rapprochement entre la domination de l'homme sur la femme et l'homme sur la nature.

L'éco-féminisme, serait contre toutes les formes d'oppression selon (Yveline Nicolas): exploitation des femmes et exploitation de la nature : l'analogie entre ces deux modes de domination constitue encore aujourd'hui l'axe central des engagements et des analyses dites éco-féministes.

Dès lors comprendre ce terme revient à articuler les revendications en faveur du droit des femmes à la préservation de la nature. Une façon de lutter contre le système patriarcal et capitaliste qui détruit l'environnement et oppresse les femmes. Il y a plusieurs éco féminismes : plus culturel dans les pays développés, articulé aux mouvements altermondialistes dans les pays du Sud, ou encore spirituel. Mais aujourd'hui, le mouvement a évolué. Les femmes se réapproprient l'éco féminisme, leur lien à la nature librement consenti et leur corporéité, deviennent des justicières de la Terre. De la nature subie, on passe à une écologie émancipatrice pour les femmes et leur communauté.

En outre dans le contexte africain en général et sénégalais en particulier les femmes évoluant dans des zones rurales et péri-urbaines s'activent en majorité dans une économie informelle dans laquelle une part belle est réservée aux femmes en termes de précarité. Principales actrices

du secteur de la transformation de produits halieutiques, céréaliers et de fruits et légumes, elles demeurent des facteurs de développement incontournables au sein de leurs communautés. Cependant, dans ces dernières décennies certaines ont pu s'organiser en structures formelles et faire des réalisations spectaculaires bien que leurs activités économiques restent limiter par l'insuffisance des moyens techniques et financiers mais surtout par l'impact grandissant de la concurrence. Celle-ci se déroulant aux dépends d'une réglementation mettant a priori les femmes entrepreneuses hors d'état de compétir dans un environnement économiques qu'elles ont à biens des égards pu asseoir les bases d'un développement durable. C'est ce qui justifie l'intérêt d'une telle analyse.

Nonobstant cet état de fait, elles sont engagées et déterminées pour la réalisation de leurs projets économiques qui capitalisent des femmes de tout âge et de toutes origines, à travers des associations ou groupements d'intérêt économique (GIE) ou encore des fédérations de Groupements de femmes.

Malgré toutes ces difficultés, persiste une domination économique (implantation des usines de transformations des produits locaux, accaparement des terres par des multinationales ou entrepreneurs locaux) renforcées par les difficultés d'accès aux crédits et financements.

Féministes par conviction ou par action, ces femmes œuvrent pour leur autonomie financière et celle de leurs congénères. Cependant, en dépit de toutes les limites à leurs activités, elles restent confrontées à une contrainte de taille : l'accès à la logistique de pointe mais surtout une concurrence capitaliste caractérisée par une inégalité criarde sous le regard impétueux de l'Etat conduisant à la dégénérescence des activités économiques des femmes.

Objectifs

L'objectif principal de cette analyse consiste à faire un diagnostic holistique de l'action des femmes activistes en milieu rural et péri-urbain au Sénégal sur le plan économique, social et environnemental tout en visant des objectifs spécifiques tels que

Mettre en évidence la manière dont le capitalisme constitue un frein à l'indépendance économique des femmes en milieu rural ; Evaluer de manière efficiente l'apport des financements octroyés par les politiques publiques au Sénégal ; Montrer les exploits réalisés par des femmes évoluant dans des contextes socio-économique différents à travers l'entrepreneuriat et par des actions solidaires en passant par des associations, des GIE, tontines etc.

Méthodologie

Six (6) femmes intervenant dans divers domaines économiques allant de la transformation de fruits et légumes, de produits céréaliers à l'exploitation de l'écosystème végétal en passant par la transformation des produits halieutiques ont été mises à contribution dans leur localité d'origine (JOAL, SINDIA, DIASS, BANGO, BARGNY et Sicap Liberté); et mises à l'épreuve de cette analyse. Ces femmes leaders ont été enquêtées sur la base d'un questionnaire élaboré sur des paramètres socio-économique et écologique.

Vingt-six (26) questions ont été administrées sur une durée de 30 minutes à une heure sur les aspects suivants :

- situation socioprofessionnelle
- Profit , concurrence et besoins
- impacts environnementaux des activités de transformation
- accessibilité des autorités et appuis aux financements
- Recommandations et perspectives face à l'écoféminisme

Ressources humaines intervenues dans l'Analyse des données

Six (6) femmes ont été interviewées dont l'une s'activant dans la valorisation du typha dans la vallée du fleuve Sénégal afin d'éradiquer la pauvreté en milieu rural a souhaité faire cet entretien dans l'anonymat; les autres sont les suivantes:

- **Mme Mariama Dione**, Présidente du Gie Gueum sa Bop et 1^{ère} vice-présidente de la Fédération des femmes transformatrices du département de Mbour
- **Mme Astou Badiane**, Présidente du Gie «TAKKU LIGUEYE» de Sindia, Membre de la Fédération des femmes transformatrice du département de Mbour
- **Mme Fatou Samb**, Présidente du GIE KHELCOM à BARGNY et conseillère municipale dans la commune de BARGNY
- **Mme Fatou Ndiaye LO**, Présidente de la fédération des femmes professionnelles de l'Agroalimentaire du département de MBOUR
- **Mme Amy COLY**, Secrétaire Générale du micro-jardin « SARGAL Maïmouna DRAME», éducatrice préscolaire au sein de l'armée sénégalaise

I. Situation socio-professionnelle

Toutes issues de grandes familles conservatrices, les femmes enquêtées sont mariées et mères de 4 à 7 enfants d'âges différents dont elles contribuent en grande partie à l'éducation et à l'entretien. Ayant en moyenne 3 enfants, ces femmes, de profession administrative et libérale, vivent au lieu du domicile conjugal. En dépit de leurs revenus moyens, certaines parviennent à satisfaire leurs besoins personnels ainsi que ceux de leur famille tandis que d'autres peinent souvent à joindre les deux bouts

Le contexte social étant dominé par les rôles stéréotypés, les femmes sont reléguées à mener de petites activités génératrices de revenus, à finalité familiale. Il faut pour cela, comprendre le

rôle social de la femme encadré par sa fonction reproductrice et productrice. C'est ainsi que la plupart des femmes qui constituent ces associations de transformatrices sont des mères de famille, menant des activités de commerce informel ou encore des activités de production agricole ou halieutiques dont l'objectif premier demeure l'entretien familial.

Les combats pour l'élimination des stéréotypes ainsi que la promotion des droits humains ont permis d'atteindre un niveau d'autonomisation social et de relèvement de la condition de la femme dans leur localité respective. Les besoins d'épanouissement et d'accomplissement ont conduit à une plus grande autonomie des femmes et partant, à l'extension de leurs activités professionnelles. C'est alors que leur nouveau rôle social en tant qu'actrices et facteur de développement communautaire renseigne de l'impact de leurs activités économiques sur l'environnement.

La participation active des femmes dans la prise des décisions publiques se présente aussi comme un atout dans l'atteinte des objectifs d'autonomisation.

Ainsi, aussi bien dans les localités de Diass de Sindia et de Bargny les femmes enquêtées occupent des positions de responsabilité dans des instances de décision pour la gestion de leur Collectivité. Mme Mariama Dione, en plus d'être une grande commerçante est une jeune politicienne qui a su se hisser au plus haut sommet de l'administration locale en étant pendant plus de 5ans conseillère municipale et 2^{ème} adjointe au Maire de la commune de Diass, une commune stratégique de par sa situation géographique mais aussi par son assiette fiscale liée en grande partie par l'aéroport international de Diass (AIBD).

L'importance de la présence des femmes dans les sphères de prise de décisions publiques prend toute sa portée dans l'utilisation des pouvoirs conférés. Le constat est le même dans la commune de Sindia avec Mme Astou Badiane, également conseillère municipale.

COLY quant à elle tire ses principaux revenus de l'enseignement. En effet, le projet au départ c'était pour que toutes les familles de la sicap liberté se connaissent. C'est dans ce sens qu'elles avaient démarré par une « famille une table » et ensuite elles ont transformé l'association en Groupement d'intérêt Economique GIE. C'est à partir de ce moment que la vente des produits issus du mico-jardin à démarré. Mais « nous ne vendons pas comme nous le souhaitons, les sommes obtenues nous permettent juste de payer le gardien l'eau et l'électricité. Par conséquent, les revenus ne nous permettent pas de prendre en charge les besoins de nos familles» a-t-elle précisé.

Mme Fatou SAMB embouche la même trompette en soutenant que « l'économie locale est assurée à 70% par les activités de pêche artisanale mais il faut souligner que la mer ne nourrit plus les populations du fait de la rareté du poisson et de la forte concurrence des pêcheurs étrangers...» cette situation n'est pas sans conséquences sur les ménages.

Mme F. ND LO, transformatrice de profession, est basée à Joal et assure la Présidence de la fédération depuis sa création en 2015. Celle-ci regroupe les (16) communes du département de Mbour composée de cent quatre-vingt-quinze (195) associations de femmes. La structuration a d'ailleurs démarré lorsque les femmes du département de MBOUR ce sont regroupées afin de voir comment faire pour développer une activité économique. Elles se sont ainsi regroupées dans une fédération avec des spécificités selon lesquelles chaque association sera donc

spécialisée dans la transformation de produits disponibles dans sa zone. C'est ainsi qu'à DIASS GUEKHOKH et SINDIA, nous retrouvons la transformation de céréales et de fruits et légumes. NGAPAROU, SOMONE et JOAL sont par contre dans la transformation de produits halieutiques du fait de leur proximité avec la mer. Toutefois il se pose alors le problème de moyens financiers pour le démarrage des projets d'envergure. Elles ont pensé au début faire des cotisations d'une somme de mille (1000) francs CFA par semaine pour les besoins en matières premières, eau, électricité et permettre aux membres de satisfaire certains de leurs besoins personnels. Les sommes obtenues des cotisations et des ventes des produits transformés ont permis à certaines associations d'avoir des unités de transformation mais, d'autres par contre peinent à évoluer ou à augmenter leur production. Il faudra souligner que toutes les femmes de la fédération sont mariées et mère d'un ou de plusieurs enfants et doivent par conséquent répondre à des charges familiales et le revenu tiré des ventes des différents produits ne suffit pas.

II. Profit concurrence et besoins

Le profit et la concurrence restent les 2 principaux enjeux du capitalisme. Cette présente étude permet de comprendre à quel point ces enjeux restent très peu organisés dans le contexte sénégalais. En plus d'être confrontées à des restrictions sociales (accès aux terres), les femmes transformatrices sont exposées à une concurrence illégitime et désorganisée, ce qui a fini par mettre en exergue leurs obstacles. Les difficultés d'accès aux matières premières, le manque de moyen financiers ou encore de système performant de production, de conservation et de commercialisation de leurs produits empêchent souvent l'accès à une concurrence saine. Cependant, cette situation ne demeure pas de mise dans toutes les zones étudiées.

A Sindia par exemple, la concurrence est présente avec des entrepreneurs sénégalais ayant fait installer des usines de production industrielle de produits à base de fruits et légumes, plombant ainsi les activités des transformatrices locales. Le manque de moyens financiers et logistiques a provoqué une inégalité dans la production et la commercialisation. La forte concurrence présente dans la zone de Sindia reste un handicap dans le développement des activités de ces femmes. De GIE à entreprise « Takku Ligueye », leurs ambitions restent sans limites, tout en essayant de se maintenir dans le marché local, national et sous régional.

Par ailleurs, la concurrence s'exporte au niveau des grandes surfaces de distribution et de vente qui favorisent la commercialisation des produits industrialisés au détriment des productions locales et artisanales.

A Diass, la concurrence vue sous un autre angle menée par un autre GIE, financé par un politicien dont l'objectif serait d'engranger l'électorat féminin, reste quasi inexistante ; laissant ainsi le monopole au GIE Gueme sa Bop qui se fait la part belle, de par la qualité de sa production mais aussi, par la diversité de sa clientèle (locale, nationale et sous régionale). Des lors, les activités économiques susceptibles de connaître une concurrence ne font l'objet de menace comme c'est le cas dans d'autres zones d'exploitations économiques.

En dépit de cette concurrence mitigée, celles-ci parviennent tant bien que mal à s'en sortir. Les populations reconnaissent l'apport de leurs activités. Elles sont créatrices d'emplois et des

vecteurs de développement de l'économie solidaire au sein de leur communauté. La proximité des Gie et unités de productions, étant implantées au sein des communautés, donne une visibilité à l'activité de transformation, leur première clientèle étant constituée des ressortissants de la localité. C'est ainsi qu'à Diass, les activités du GIE permettent aussi bien aux membres de prendre en charge leurs besoins mais aussi œuvrent dans des actions sociales envers les ménages des membres du groupement lors des grands événements sociaux.

Conscientes de l'apport de leurs activités pour elles-mêmes, leur environnement immédiat et leurs communautés, les besoins manifestés se déclinent en termes de renforcement de capacités et d'appuis au financement. Cependant, les besoins restent différents les uns des autres, en fonction des localités, pour faire face au capitalisme marqué par une recherche effrénée du profit des grands investisseurs insoucieux d'un environnement sain.

Dans la localité de Diass et environ, les besoins en renforcement de capacités ont été atteints à travers les nombreuses formations dispensées par les partenaires techniques et financiers sur le management des organisations, les techniques de transformation et de conservation ainsi que sur la gestion des ventes. En ce qui concerne les besoins financiers, les subventions dont ont bénéficié les femmes du GIE Gueum Sa bop de la part du Ministère de la femme et les ressources issues des ventes de produits obtenus des sessions de formations lui procurent une assez bonne assise financière.

Dans la commune de Sindia, les besoins en renforcement de capacité et de moyens financiers sont importants. Face à la rude concurrence imposée par les entreprises sénégalaises et les surfaces de distribution et de vente dotées de plus de moyens humains, logistiques et financiers, les femmes de la commune de Sindia subissent de plein fouet le mercantilisme sauvage. Les besoins concrets se traduisent en termes d'unités de transformation, de locaux de vente, de moyens logistiques mais aussi de financements.

Actuellement, dans ces localités expérimentées, des femmes notamment issues des communautés « autochtones » sont à la tête ou majoritaires dans des luttes souvent frontales face à l'exploitation des énergies fossiles très destructrice le (GIE KHELCOM) représenté par la présidente madame Fatou SAMB par ailleurs conseillère municipale à la commune de BARGNY fait remarquer cet situation anthropique de leur concurrent à l'instar des industries présentes dans l'espace géographique de Bargny telles la centrale à charbon qui nous dit-elle « a fonctionné dans un laps de temps en moins d'une année elle a pu occasionné des dégâts environnementaux avec le déversement des eaux usées qui ont été éconduites jusque dans notre site de production et nous a porté préjudice avec d'abord un manque à gagner sur nos produits qu'elles ont endommagés, ensuite la fumée qu'elle dégageait a causé beaucoup de maladies respiratoires et des anomalies au niveau des appareils pulmonaires de nos concitoyens. Je vous dis que c'est une journée de dépistage gratuit que nous avons organisé qui nous a permis de déceler ces maladies pour vous dire sur ce point à quel degré nos concurrents sont de grands dévastateurs écologique ». Dans cette même veine on signale que le port minéralier et vraquier qui va transformer le fer du FALLEME sera implanté ici, sans oublier déjà la SOCOCIM cette usine de ciment très polluante qui occupe tout le coté Est de notre localité. Toutes ces installations dans cette zone ont des impacts dont les conséquences négatives qu'elles engendrent sous diverses formes sont incommensurables et restent par ricochet trop loin de connaître leur épilogue comparé aux activités de transformations des produits halieutiques que font les femmes du GIE KHELCOM dans toute la chaîne de valeur.

A l'en croire Mme LO affirment que : « nos principaux concurrents sont les chinois et cette concurrence est visible au moment de l'achat de la matière première. Ayant plus de moyens financiers et pouvant acheter de plus grosses quantités les chinois sont prêt à payer plus que le prix de vente habituel afin d'être en possession de tous les produits halieutiques. Ce qui constitue un frein à notre travail, car sans matière première nous ne pouvons transformer encore moins vendre ».

Il y'a aussi les burkinabés rajout-elle qui sont tellement bien organisés et sachant que « nous n'avons pas de moyens de stockage des produits transformés, les achète non seulement à un prix très bas et aussi nous demande que le produit soit bien sec afin que le poids diminue d'avantage ».

Une fois au Burkina ou au Mali, ces concurrents revendent les produits 5 à 10 fois plus cher que le prix d'achat. Et aussi si ces dernières tentent de vendre directement dans ces pays ou même dans d'autres, ils parviennent toujours à prévenir les potentiels acheteurs de leur arrivée et leur demande de payer le même prix qu'ils les ont proposés à Dakar.

Par conséquent, nous sommes obligés de leur vendre nos produits transformés sur place que de se déplacer et les vendre au même prix. « Si nous peignons déjà à écouler les produits transformés au prix souhaité, il est évident que nous vendons déjà à perte. Si en effet, nous-mêmes ne parvenons pas à nous en sortir comment aider les populations environnantes ».

C'est dans cette dynamiques qu'elles n'ont pas manqué d'exprimer leurs besoins en ces termes : «Pour les produits halieutiques un fond de roulement suffisant et un hangar clôturé avec des grillages pour stocker la matière première à l'abri des mouches, de la poussière et des animaux sauvages, des pirogues pour aller recueillir des produits halieutiques et parer à d'éventuelles ruptures; des fours couverts pour pouvoir travailler en toute sécurité pendant la période hivernale, des lampes solaires, des puits pour avoir assez d'eau et des toilettes pour plus d'hygiène dans la production».

Le besoin est aussi articulé autour d'un site de production éloigné des habitations car elles utilisent de l'herbe pour bruler les poissons car la fumée dégagée est néfaste pour la santé des transformatrices mais aussi la santé de toute personne se trouvant aux alentours.

En outre, le manque de moyens financiers nous conduit à travailler ainsi dans la mesure où l'herbe est moins chère. Par contre des fours électriques nous permettraient de produire plus et seront sans impact majeur pour notre santé et celle de la population.

Nos concurrents ont des usines de productions de produits halieutiques et lors de la chaine de production il faudra laisser pourrir le poisson afin d'en extraire l'huile et le reste sera transformé en farine de poisson et nous sommes obligés de respirer cette mauvaise odeur pendant des jours.

Les besoins sont entre autres exprimés en terme de formation. Pour le micro-jardinage tout comme le GIE KHELCOM, une formation spécifique qui renforce les capacités des femmes dans leur domaine d'intervention serait bien accueillie. Par exemple pour Mme COLY du GIE « SARGAL Maïmouna DRAME », leur structure exprime une nécessité d'accéder à une formation afin de savoir comment disposer les plantes afin qu'elles puissent produire plus de feuilles et de fruits. Ensuite des techniques d'utilisation de leur espace augmenteraient leurs

productions afin de répondre aux besoins de leurs potentiels clients. Enfin le besoin s'est fait sentir par l'obtention de matériels et d'équipements pour construire une mini serre mais. Celle-ci en particulier serre permettrait de protéger certaines plantes comme la menthe qui ne supportent pas l'eau de pluie.

Mme la conseillère F. SAMB Présidente du GIE KHELCOM relativement à leur besoin de formation, demande des modules faites sur le droit de l'environnement, et la transition écologique.

III. Des impacts socio-écologiques positifs de l'éco-féminisme dans les zones ciblées par l'analyse

L'approche éco-féministe, elle, reste peu connue, incomprise. Au Sénégal, rares sont les féministes et encore les femmes activistes qui articulent leurs luttes avec la question de la crise écologique et climatique, malgré la prise de conscience progressive de la société à ce sujet, notamment les jeunes. On salue chaque avancée dans l'accès des femmes aux responsabilités dans les entreprises et en politique, la parité dans les instances institutionnelles et politiques.

Nos enquêtes nous ont permis de comprendre que les femmes transformatrices sont soucieuses de la préservation de l'environnement.

Même si certaines ont été renforcées sur les impacts environnementaux des activités de transformation, d'autres improvisent les actions de protection de l'écologie.

Dans la commune de Diass, les activités de production des femmes sont sans gros impacts négatifs sur l'environnement. Au contraire l'utilisation de bombonnes de gaz butane pour la cuisson des céréales ou encore les machines à moulin électrique ne produisent pas d'effets nocifs sur la nature. Cependant, la pollution sonore issue du broyage des produits peut être considérée comme impactant négativement sur l'environnement où la biodiversité. Par ailleurs, nous reconnaissons que le problème lié au recyclage des ordures de transformation se pose. Ainsi, le débat s'étant présenté avec les autorités locales, un site de dépôt des ordures a été identifié avec un accompagnement logistique des partenaires techniques et financiers pour la protection de l'environnement.

Dans la commune de Sindia, la transformation des produits n'entraîne pas d'impacts négatifs importants sur l'environnement, L'utilisation de bombonnes de gaz Butane pour la préparation des produits et du papier recyclable pour les emballages constitue une véritable évolution dans les techniques de production dans cette zone. En passant de l'utilisation des toiles en plastique aux emballages en papier recyclable, elles démontrent leur pleine conscience de la préservation de l'écologie et de la santé des transformatrices. Elles ont développé une résilience face aux méthodes soucieuses de lutter contre le réchauffement climatique.

Dans le site de Bango les activités qu'entreprennent les chaumières pour la valorisation du typha présentent toutes les avantages et les bénéfices d'être promues et vulgarisées. Elles ont d'abord pour avantage de participer à éradication la pauvreté à travers le projet qu'elles déroulent portant sur le développement de la filière de transformation et de valorisation d'une ressource

locale - typha australis. Cette filière liée à l'exploitation du roseau des abords du fleuve Sénégal est maîtrisée par le GIE local Suxali Alam "Protège ton environnement", spécialiste de l'exploitation des ressources offertes par l'écosystème de la mangrove (ostréiculture, pisciculture, confection de matériaux de construction à partir de typha), et développant ce savoir-faire traditionnel et endogène lié au typha depuis 2001. Les activités de coupe, mise en botte, production de matériaux de construction, sont réalisées au sein du Centre de transformation et de valorisation du typha situé aux abords du fleuve et créé avec l'appui d'ONG SEED, une Organisation française Non Gouvernementale qui agit pour l'amélioration du cadre de vie des populations vulnérables à travers le développement de projets de solidarité.

Les femmes chaumières de Bango ayant évolué dans des conditions de précarité caractérisées, répondant difficilement aux besoins de leurs familles avec revenus inférieurs à 1,8€/jour, issus du petit commerce local et déjà sensibilisées à la filière typha.

Aujourd'hui le GIE « Suxali Alam »

- propose un savoir-faire concernant la confection d'un produit spécifique « la chaume moderne » pour répondre à une demande locale et régionale, grâce à la formation des femmes de Bango, qui maîtrisent les techniques de réalisation de ces chaumes modernes ;
- la vulnérabilité économique des femmes, ainsi que de celle de leur famille, est réduite par la possibilité de travailler quotidiennement sur le site et d'augmenter largement leur revenu mensuel (jusqu'à 50 000 FCFA/mois, possibilité de doubler les revenus mensuels) ;
- le GIE Suxali Alam est en capacité de mieux répondre à la demande grâce à une main-d'oeuvre plus importante et bien formée (délais de livraison des commandes réduits, amélioration de la qualité des produits réalisés, etc.) ;
- le centre de transformation et de valorisation du typha est équipé et aménagé afin de valoriser le travail de transformation du typha réalisé par le GIE Suxali Alam.

Il convient de mettre en relief que la valorisation du Typha par ces femmes sous forme de bio-charbon s'inscrit dans une logique de substitution au charbon de bois et contribue à la lutte contre la déforestation (le bois énergie représente 84% de la consommation énergétique des ménages sénégalais). Une expérience menée par le Gret en Mauritanie depuis 2011 a démontré la faisabilité des filières artisanales et industrielles de production de charbon à base de typha. Le charbon typha produit est une alternative économiquement viable et efficace au charbon de bois, tandis que sa production et sa consommation bénéficient d'un bilan carbone neutre, alors que le CO₂ émis par la carbonisation du charbon est capté par la plante à croissance rapide. Le typha est par ailleurs moins toxique en particules et monoxyde que le charbon de bois, tandis que sa combustion ne génère ni fumée, ni étincelle.

La prolifération du typha dans le bassin du fleuve Sénégal a de nombreux impacts néfastes sur l'environnement, la biodiversité et la population locale qui n'a plus accès au cours d'eau et à ses ressources (élevage, pêche, agriculture, etc.) et connaît une recrudescence des maladies liées à l'eau stagnante. A ce jour, aucun programme n'a réussi à endiguer la prolifération de la plante et les objectifs ont glissé de l'éradication au contrôle et à la valorisation.

Par ailleurs, la consommation de bois-énergie (charbon de bois ou bois), principalement utilisé pour la cuisson, a des effets dévastateurs sur l'environnement.

Notre interlocutrice sous l'anonymat soutient que : « Au Sénégal 1,5 millions de m³ de bois utilisés par an fait que la déforestation est galopante. Face à cette situation, l'Institut supérieur d'enseignement technologique de Rosso (ISET) et le Parc National du Diawling (PND) ont travaillé depuis 2011 sur la transformation du typha en biocombustible.

La première phase de projet, financée par l'Union européenne et l'Agence de la promotion pour l'accès universel aux services (APAUS), ont permis d'aboutir à un processus de fabrication d'une ressource performante solide, avec un pouvoir calorifique intéressant et peu de fumée à l'utilisation et à un coût compétitif par rapport au charbon de bois. Pour ce faire, le typha est coupé, séché, carbonisé puis compressé en briquettes qui peuvent être utilisées pour la cuisine. Un guide technique explique les étapes principales de la production de ce biocombustible artisanal.

Plusieurs unités artisanales de production de ce biocombustible ont été mises en place en Mauritanie (2011-2016) puis au Sénégal (2016-2018) par un transfert de compétences Sud-Sud. Ces unités sont principalement tenues par des coopératives féminines dans des villages à proximité de points d'eau envahis par le typha. La qualité du biocombustible produit est avérée et un écosystème d'entreprises complet a été mis sur pied. Ces unités reçoivent encore un appui des partenaires pour assurer la durabilité des installations et renforcer la demande (trop faible due à la méconnaissance du produit ».

Il faut ajouter que les matières premières utilisées pour produire ce biocombustible sont :

- Le typha, plante invasive à fort impact négatif sur l'environnement et la population locale ; le valoriser permet de mieux contrôler son expansion et de réduire les coûts de coupe ;
- La balle de riz, qui n'est pas valorisée et généralement jetée.

Cela permet de réduire l'utilisation de bois pour la production de charbon et donc de réduire la déforestation. Le typha est moins toxique en particules et monoxyde de carbone que le charbon de bois et sa combustion génère beaucoup moins de fumée et d'étincelle. Ceci réduira le nombre de maladies respiratoires et oculaires dues à la pollution de l'air intérieur.

Dans le domaine alimentaire la consommation de produits bio se développe avec l'engagement des éco-féministes. C'est ce qui ressort de notre prospection avec le micro-jardin dénommé « SARGAL Maïmouna DRAME » à la SICAP JET D'EAU de Dakar. La secrétaire Générale de ladite association nous rapporte les bienfaits incalculables de leurs produits en ces termes : « Le bio n'est pas trop compris par les sénégalais et nous n'avons pas assez de publicité mais ceux qui viennent reviennent pour la qualité et les bienfaits de nos produits pour la santé ».

Pour se rendre à l'évidence de la qualité ainsi que des avantages de leurs actions socio-écologiques, elles arguent que des impacts positifs sont remarquables en ce sens qu'elles luttent contre les bouillons et incitent les populations à utiliser les épices naturelles comme le thym, le persil. « Nous produisons aussi des plantes médicinales comme le romarin, la sauge médicinale, l'eucalyptus contre la toux. L'activité même en tant que tel à des vertus

thérapeutiques car juste le fait d'être au milieu des plantes nous fait oublier nos soucis et surtout pour moi qui suis asthmatique cela m'évite les crises d'asthme ». dixit-elle.

IV. Accessibilité et appuis aux financements

Le travail sans précédent mené par les transformatrices n'est pas sans embuches notoires. Les difficultés liées à l'accessibilité des autorités et aux appuis de financement restent un casse-tête majeur pour l'atteinte de leurs objectifs.

Dans la zone de Sindia, l'accessibilité aux autorités locales ou étatiques ainsi qu'aux financements et subventions est une véritable croisade. Les demandes d'octroi de sites de transformation et de vente à la mairie sont restées vaines et sans suite. Selon Mme Badiane, la politique serait un moyen sûr d'intéresser les autorités locales et nationales à appuyer les entrepreneures dans leurs activités. Dans cette commune, la sensibilité au développement de l'entrepreneuriat féminin est moins perçue. Les difficultés d'accès au Maire, aux autorités étatiques ou encore aux partenaires locaux poussent les femmes à compter sur les moyens de l'autofinancement ou de l'économie solidaire sociale. Cette dernière, moins contraignante que les financements des institutions spécialisées est une véritable source de répit et d'espoir.

Par ailleurs, face au manque d'informations et de structuration formalisée, celles-ci ne peuvent prétendre aux financements de la Délégation pour l'Entrepreneuriat Rapide (DER), un programme de l'Etat du Sénégal, pour venir en appui à l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes.

La non coopération des autorités locales, premières interlocutrices des acteurs de développement locaux devient un frein préjudiciable aux projets. Leur méconnaissance des subventions et financements étatiques existants, (BNDE, FONGIP...), les emmènent vers les financements privés assortis de conditions et de taux exorbitants. Cet état de fait est corroboré par les propos de la Présidente de la fédération des femmes transformatrices du département de MBOUR. Cette dernière montre haut combien l'accès aux institutions de finances leurs est difficile malgré le travail remarquable qu'elles sont en train d'abattre. Elle insiste sur ces propos : « Nous avons eu à nous rapprocher de la banque nationale de développement économique (BNDE) sur recommandation du FONGIP pour un prêt de six cent millions (600.000.000) de francs CFA mais, il nous a été demandé de payer un acompte de 200.000.000 et devrions démarrer le remboursement au premier trimestre suivant le prêt obtenu. Alors que pour les autres institutions financières nous n'avons même pas reçu de retour ».

Dans la commune de Diass, la présidente du Gie Gueme Sa Bop, par ailleurs, 2eme adjointe au maire a estimé ne rencontrer aucune difficultés majeures pour saisir les autorités municipales et étatiques. Le soutien et la sensibilité de l'actuel maire et des entreprises implantées dans la localité permettent le développement des activités de transformation. C'est dans ce sens que la Mairie de DIASS a octroyé au GIE une parcelle sur laquelle l'Aéroport International Blaise Diagne (AIBD) sis dans cette zone géographique a financé la construction d'un foyer des femmes qui servira d'unité de production. L'appui de l'Etat dans cette commune s'est manifesté par la dotation en unité et de matériels de transformation par le Ministère de la femme et le ministère du Pétrole et du gaz.

La pertinence du rôle des institutions privées de financement des PME et de Micro-crédit se pose dès lors, au regard des conditions d'octroi et de remboursement des crédits. Les forts taux d'intérêt assortis de conditions drastiques ont fini par décourager les femmes entrepreneurs à envisager l'appui des institutions privées de financement. Le son de cloche reste cependant partagé au sein des organisations de femmes. La non rentabilité de l'appui financier des institutions privées est une cause de l'inefficacité de cette méthode de financement.

En somme les vellétés et les ténacités d'une part les facilités d'autre part toutes relatives à l'accompagnement, et mieux à l'accès aux crédit pour assurer un bon investissement des éco-féministes s'apprécient différemment selon des critères le plus souvent subjectifs et en fonction des enjeux politiques et socio-économiques spécifiques à chaque organisation consubstantielles à l'envergure de leurs interventions.

V. Recommandations et Perspectives de l'éco-féminisme face au capitalisme

Face à la montée du capitalisme dans le domaine de la transformation de produits locaux, quelle attitude adopter pour l'essor de l'entrepreneuriat féminin ?

Les recommandations faites vont dans le sens d'une plus grande réglementation de la concurrence face à l'inégalité des moyens. Ainsi, il serait judicieux de voir une plus grande implication de l'Etat dans le financement des projets de groupements de femmes. Cette implication se traduirait par la mise sur pied de fonds qui serait chargé d'évaluer les besoins en termes de renforcement de capacités de Gie, de matériels ou unités de transformation ou encore d'infrastructures et de moyens logistiques afin de les soutenir dans ce sens.

Par ailleurs, il conviendrait de faciliter l'accès aux matières premières en subventionnant les produits de transformation. Dans le cadre des stratégies efficaces pour le développement de leurs activités, les femmes des groupements enquêtées prévoient d'intensifier le plaidoyer auprès des autorités locales pour l'obtention de financements flexibles et de subventions. Par ailleurs, la solidarité et l'engagement collectif des femmes reste la valeur sûre de cette stratégie qui vise l'extension des projets de transformation de produits locaux mais surtout la survie face à la concurrence a force inégale.

En outre, quant aux recommandations par rapport à la préservation de l'environnement, les activités économiques impactent aussi bien que mal sur l'écologie ou sur la santé des personnes. C'est ainsi qu'il est préconisé, de concert avec les autorités locales de veiller à un plus grand respect de l'environnement. Les communes de Diass et Sindia étant dans une zone géographique dominées par des carrières, les conditions de vie, de travail et production peuvent être assez rudes. Les impacts liés au changement climatique ont entraîné la cessation des cultures due à l'aridité des sols mais aussi les cas récurrent de trainées de poussières importantes touchant parfois les produits les rendant assez périlleux à la consommation.

Dans la commune de Diass, les perspectives restent ambitieuses. La construction du foyer des femmes qui contribuerait à une meilleure structuration des Gie de femmes dans la transformations de jus locaux et autres produits, ce qui permettrait une meilleure redistribution des profits dans les différentes communautés. De même, les projets de collaboration avec les grandes surfaces implantées dans la localité donnerait une meilleure visibilité aux produits et partant, favoriserait le développement des activités de transformation. Enfin, pour être à la hauteur de la concurrence, la certification reste un élément pertinent de garantie qualité. C'est à cet effet que le Gie Gueum sa bop entreprend obtenir l'autorisation "FRA" de la chambre de commerce de Thiès afin d'avoir un accès aux grande surface de distribution et de vente.

Dans la commune de Sindia les perspectives sont basiques, à savoir la construction d'un local performant de production avec une unité de production conforme aux normes de protection de la nature. Par ailleurs, la formation de fédération se présente comme un moyen efficace d'entraide et de partage d'expériences. C'est dans ce sens que le Gie de la commune de Sindia projette de privilégier le renforcement de capacité de ses membres et la fédération des efforts et des actions.

Le GIE a pour objectif de faire de ce site une véritable ferme écologique, permettant la valorisation des différentes ressources de la mangrove, ainsi que le développement de la filière typha afin de répondre à une forte demande locale, régionale et (inter)nationale (participation au programme TyCCAO, PNUD, etc.). Le GIE souhaite se spécialiser dans la confection de chaumes modernes réalisées à partir de typha, savoir-faire acquis par les membres du GIE mais encore non exploité.

La typha représentent une opportunité pour le GIE qui a pour objectif d'en faire des spécialistes de la confection de chaumes modernes. Pour y parvenir, le GIE souhaite les former afin d'améliorer leurs conditions de vie et permettre la réalisation de ces nouveaux produits.

Conclusion

Symbole d'un système sous-tendu par la concurrence sous toutes ses formes et où les plus forts dictent leur loi dans la gouvernance économique, le capitalisme incontrôlé reste sans doute le pilier incontestable et incontesté de l'essor de l'éco-féminisme.

Il n'est pas prétentieux après des recherches empiriques documentées d'admettre que l'éco-féminisme a le vent en poupe. Cependant il reste encore inconnu du grand public et notamment les femmes leaders dans le domaine agroalimentaire. Son avenir promettrait de l'espoir d'un monde plus écologique et cette dynamique s'inscrit dans un contexte de fortes mobilisations collectives dans des zones de fort potentiel hydro-agricole.

Dans les zones ciblées par cette analyse nous nous sommes rendus compte que féministe dans l'âme ou non la pensée ou l'action éco-féministe mise à l'épreuve du capitalisme a laisser apparaître de grandes leaders et pionnières des partisans du développement durable fondé sur le respect de l'environnement.

Pratiquement toutes les femmes interviewées s'accordent sur la nécessité de poursuivre les actions économiques de leurs structures.

Enfin, il est établies un engagement unique qui s'est manifesté en ces termes : « même si nous ne connaissons pas l'éco féminisme ce dont nous sommes convaincues c'est que toutes les femmes sont des leaders. Qu'elles soient instruites ou pas la femme peut transformer, développer n'importe quelle activité avec les moyens du bord tout en étant soucieux de l'environnement, du bien-être de sa famille et de la population. De surcroit si c'est voir les choses et les dire telles qu'elles sont oui nous sommes des éco-féministes car les femmes sont des battantes mais on ne leur donne pas ce qui leur revient de droit, nous trouvons qu'on le dit pour être à la mode mais il reste beaucoup de choses à faire ».

En définitive les femmes n'ont qu'à plus croire en elles et ne pas croiser les bras et se dire qu'elles n'ont pas les moyens car il faut se donner les moyens soit même et quand quelqu'un vient pour vous aider c'est tant mieux. Ne croire qu'en soit, compter sur sa force et son intelligence. Que les femmes savent que le développement ne peut se faire sans elles car elles sont au début et à la fin de l'humanité ».